

Un monde dominé par la Chine

Loïc Tassé

Numéro 770, janvier–février 2014

Un monde qui vacille

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70811ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tassé, L. (2014). Un monde dominé par la Chine. *Relations*, (770), 18–20.

Un monde dominé par la Chine

La Chine est en train de devenir la plus grande puissance militaire, économique et culturelle de ce siècle. En toute probabilité, elle deviendra le nouveau centre du monde dans quelques années.

LOÏC TASSÉ

L'auteur, politologue, est spécialiste de la Chine

La puissance d'un pays est fondée sur plusieurs facteurs. Déjà, à la fin du XIX^e siècle, le Japon des Meiji avait conclu correctement que la domination des pays occidentaux reposait sur la supériorité de leurs armées, qui elle-même s'appuyait sur une économie productive, laquelle était régie par un système politique efficace. Ses dirigeants empruntèrent aux pays occidentaux ce qu'ils avaient de meilleur dans les diverses branches de la connaissance. Ils réformèrent leurs institutions politiques, leur économie et leur armée. Après quelques décennies, le Japon avait assimilé l'essentiel des connaissances occidentales et il devenait la première puissance orientale.

Le même phénomène se produit maintenant en Chine. Les institutions politiques, l'économie et l'armée du pays ont été réformées en ce sens. Alors que la supériorité des puissances occidentales reposait aussi sur un haut degré d'avancement scientifique, cette avance n'existe plus. La Chine qui émerge, comme le Japon de naguère, possède les mêmes avantages scientifiques et technologiques que les pays occidentaux.

SUPERPUISSANCE EN MARCHÉ

La puissance chinoise émerge d'abord grâce à sa force économique. Jamais dans l'histoire de l'humanité un pays n'a connu de tels taux de croissance sur une aussi longue période. Cette croissance a permis à la Chine de se moderniser dans tous les domaines. Exprimée en dollars américains, l'économie de la Chine devrait atteindre cette année environ 60% de la taille de l'économie des États-Unis. Cependant, étant donné la très forte sous-évaluation de la monnaie chinoise face au dollar américain et en raison du soutien artificiel dont ce dernier bénéficie, il se pourrait bien qu'elle soit déjà plus importante que celle des États-Unis. Elle se transforme suivant les plans prévus par le gouvernement, c'est-à-dire que la consommation intérieure prend le relais des exportations, les produits exportés sont moins bas de gamme et le système financier chinois se prépare à éventuellement supplanter celui des États-Unis, notamment par le remplacement du dollar américain comme monnaie de réserve internationale.

Cette économie forte permet à la Chine de développer son armée. Les budgets militaires du pays augmentent plus

rapidement que sa croissance économique. Les progrès technologiques chinois sont tels que le niveau de développement de l'armement chinois devrait rejoindre celui des États-Unis dans une dizaine d'années. Les politiques de défense du gouvernement chinois en Mer de Chine montrent que le pays devrait bientôt devenir la première puissance militaire de la région. Pour le moment, l'absence de base militaire à l'étranger empêche la Chine de devenir une puissance militaire globale, mais son système d'alliances lui permettrait probablement assez rapidement de remédier à cette situation. Malgré tout, il faudra du temps avant que la Chine puisse, comme les États-Unis, posséder plus de 700 bases militaires à travers le monde.

Par ailleurs, si peu d'universités chinoises se classent parmi les meilleures au monde, les investissements massifs faits ces dernières années dans les infrastructures de re-

Le système politique autoritaire chinois devient une source d'inspiration. Déjà, des gouvernements peu recommandables se sentent confortés par ce modèle autoritaire, percevant les divisions politiques au sein des pays démocratiques comme des sources de problèmes économiques.

cherche commencent à porter fruit. Le nombre de publications scientifiques et de brevets chinois augmente en flèche. La Chine sera bientôt la plus grande puissance scientifique du monde. Signe des temps, cette année, pour la première fois, les universités américaines n'ont pas réussi à recruter le nombre d'étudiants chinois auxquels elles avaient droit. C'est que, pour les étudiants chinois, étudier à l'étranger est devenu moins prestigieux qu'avant.

RÉGIME AUTORITAIRE ET DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

L'exemple du Japon des Meiji a aussi montré qu'un système politique autoritaire, et même éventuellement totalitaire, n'est pas incompatible avec le développement économique et scientifique, du moins pendant un certain temps. Si la transformation de la société japonaise dans les domaines économiques et scientifiques a réussi, la transformation politique a abouti à un échec, en raison de l'impossibilité d'instaurer au Japon une véritable démocratie et en raison du système totalitaire qui s'est installé progressivement dans le pays après 1900. D'une certaine manière, la Chine suit une trajectoire politique inverse. Son système politique a évolué d'un système totalitaire, sous Mao Zedong, à un système autoritaire, à partir de 1978. Il est peu probable que la Chine retourne à un régime politique totalitaire. On voit mal cependant comment le Parti communiste chinois



accepterait de renoncer à sa domination sur le pays. Étant donné la mainmise du parti sur l'armée, le système judiciaire, les médias, les grands leviers de l'économie et les forces sociales comme les syndicats, il semble improbable que le régime se transforme en une démocratie. Toutefois, ceux qui pensent que l'absence de démocratie nuira au développement de la Chine se trompent. Ou alors, le pro-

blème ne se posera pas avant très longtemps. Par contre, la corruption, le développement des zones intérieures, l'exode rural et la pollution sont parmi les problèmes actuels les plus préoccupants.

CONFUCIANISME

La domination mondiale d'une « société confucéenne » serait différente de celle des sociétés de tradition chrétienne, le confucianisme traditionnel étant agnostique et, dans sa mouture communiste actuelle, athée. Mais un des aspects les plus troublants du confucianisme est la relation d'autorité qu'il établit entre diverses catégories de la population. Ainsi, le respect des cadets à l'égard des aînés peut accentuer le pouvoir des personnes les plus âgées au détriment des personnes plus jeunes. Il s'agit d'un vecteur de conservatisme, de gérontocratie et de sclérose sociale. Par exemple, lors de conférences scientifiques en Chine, il est d'usage de laisser parler les chercheurs par ordre d'âge décroissant. Les plus jeunes chercheurs ont donc tendance à modeler leur discours sur celui des plus anciens et sont dissuadés de critiquer et de remettre en question significativement des théories établies.

Ce type de doctrine et le système politique qu'elle soutient sont menaçants pour les démocraties. De tous temps,

© Alain Reno

Le fondamentalisme au service de l'ordre néolibéral

MOULOUD IDIR

Pour comprendre comment opèrent les mouvements qui se réclament de l'« islamisme fondamentaliste » face à l'ordre géopolitique dominant, il importe tout d'abord de rappeler qu'ils se manifestent dans des pays où sont menées des politiques économiques néolibérales, avec toutes les conséquences socioéconomiques désastreuses que cela implique et qui constituent une des raisons importantes des soulèvements populaires en cours.

Le fondamentalisme issu de la religion musulmane, qu'il s'agisse du wahhabisme ou des nombreuses variantes que l'on retrouve au sein de la nébuleuse djihadiste, ne pouvait trouver, dans ce contexte néolibéral, qu'un terrain fertile. Mais les mouvements islamistes n'ont aucune volonté de contester l'ordre capitaliste dominant, pas plus qu'une réflexion ou une proposition alternative en termes d'économie politique.

Cela fait l'affaire des maîtres de l'ordre géopolitique mondial, pour qui le plus important semble de faire aval-

ser une logique qui maintient précisément les pays arabes dans le système économique mondialisé et financiarisé.

Ainsi, malgré une rhétorique anti-occidentale destinée aux populations locales, les directions des partis et autres mouvements qui se réclament de l'islam cautionnent trop souvent une situation qui confine les États arabomusulmans dans une posture d'États-clients des puissances de l'OTAN. Elles le font à la condition qu'on les laisse dominer politiquement dans leurs pays. On voit bien, dans le dossier iranien, entre autres, comment l'Arabie saoudite et d'autres monarchies font front commun avec les pays de l'OTAN et Israël.

Dans cette optique, les émirats et les monarchies du Golfe financent à coup de milliards de dollars l'« islamisme fondamentaliste ». Et cette stratégie semble être cautionnée – quand elle n'est pas soutenue – par les puissances occidentales. Il faut voir que cet islamisme joue un rôle pour contenir et neutraliser la radicalité sociale des mouvements et classes populaires, des syndicats et de la paysannerie, porteurs d'une revendication fondamentale: l'égalité citoyenne.

Contrairement à ce que le discours médiatique laisse entendre depuis le 11 septembre 2001, ce qu'ont à cœur les puissances occidentales, ce n'est pas tant la sécularisation,

L'auteur, politologue, est responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

les peuples du monde ont imité ceux qu'ils croyaient être les plus forts. Le système politique autoritaire chinois devient une source d'inspiration. Déjà, des gouvernements peu recommandables se sentent confortés par ce modèle autoritaire, percevant les divisions politiques au sein des pays démocratiques comme des sources de problèmes économiques et qui doivent être évitées.

Par ailleurs, l'opinion publique des pays occidentaux a adopté une attitude très critique à l'égard de la corruption



engendrée par les investissements à l'étranger. Une partie des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international est motivée par la lutte contre la corruption et encourage l'adoption des institutions démocratiques libérales. Ce genre d'exigence n'existe pas avec les investisseurs chinois. Bien au contraire, ils n'hésitent pas à corrompre les diverses élites locales pour entrer sur des marchés ou pour avoir accès à des ressources.

Auparavant, la supériorité scientifique, économique et politique des puissances occidentales leur procurait un avantage décisif. À présent, les progrès gigantesques de la Chine risquent de faire croire que la prospérité et le développement scientifique sont liés à l'adoption d'un système d'inspiration chinoise.

Un monde dominé par la Chine ne sera pas nécessairement plus violent. Mais la survie des régimes démocratiques y sera plus difficile. Ceux-ci ne bénéficieront plus du même prestige, ni des mêmes privilèges économiques, ni non plus de l'assurance que leur procurait leur avance scientifique. ●

aidant les puissances de l'OTAN à consolider leur position géostratégique. Le nombre de bases militaires de l'OTAN dans la région illustre bien cette alliance entre les monarchies du Golfe et les grandes puissances occidentales.

Cependant, depuis 2011, avec les soulèvements du « printemps arabe » en faveur d'avancées démocratiques et populaires, un nouvel horizon se donne à voir. C'est tout le champ du politique qui s'ouvre graduellement, se libère et s'autonomise dans des sociétés où l'on a tendance à penser que c'est de la seule domination religieuse dont il faut s'affranchir. S'il faut une autonomie du politique par rapport au religieux, il le faut aussi par rapport au militaire, au policier, à l'injustice de l'arbitraire. Or, dans le cas de l'Égypte, notamment, la situation est dans l'impasse. C'est politiquement que l'on peut efficacement lutter contre le fondamentalisme, nullement par des coups de force; c'est en permettant aux sociétés concernées de faire l'expérience du politique en apprenant que l'État n'est ni religieux, ni antireligieux, mais areligieux. Comme le dit le sociologue algérien Lahouari Addi, qui rapprochait le récent coup d'État du général Abdel Fattah Al Sissi, en Égypte, et l'annulation, en 1992, par les militaires algériens, des élections remportées par un parti islamiste: « Le coup d'État ne règle pas la question islamiste; il la complique. Les militaires finissent par s'entendre avec les islamistes en leur disant: à nous l'État et ses richesses matérielles et à vous la société et ses espérances utopiques. »¹

la laïcité ou l'amélioration des droits des femmes et des conditions de vie des populations dans les pays musulmans que de protéger d'abord et avant tout leurs intérêts. Et les directions des groupes et partis fondamentalistes dans l'islam contribuent au maintien et à la consolidation d'un ordre de domination économique et géopolitique qui sert ces intérêts en même temps que les leurs.

D'ailleurs, ces groupes et partis politiques ne sont pas présents dans les forums internationaux où sont remis en cause la nature des institutions internationales et leurs visées. Ils confortent plutôt la position régionale des monarchies féodales du Golfe qui, tout en ressassant des querelles de l'époque médiévale sur les successions de l'islam politique et les ruptures chiïtes-sunnites, financent des groupes djihadistes qui se déploient au Mali, en Syrie et ailleurs et servent la plupart du temps de sous-traitants

1. L. Addi, « L'Égypte: entre le compromis stérile et la régression féconde », *El Watan*, 12 juillet 2013.